



RAPPORT ARTICLE 29 DE LA LOI N° 2019-1147 DU 8 NOVEMBRE 2019 RELATIVE À L'ÉNERGIE ET AU CLIMAT SUR L'ANNÉE 2021

Jun 2022

Le présent rapport vise à répondre aux exigences de l'Article 29 de la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'Énergie et au Climat. Ce texte s'applique à Cartesia en tant que société de gestion.

Présentation résumée de la démarche générale de Cartesia.

Le périmètre des principaux instruments financiers gérés par Cartesia est le suivant :

- a) Des obligations d'émetteurs « uniques »
- b) Des prêts/créances d'émetteurs « uniques »
- c) Des titres émis dans le cadre d'opérations de titrisation de dettes (émetteurs « multiples »)
- d) Des OPC dont la politique d'investissement est en adéquation avec celle de Cartesia.

I RÉSUMÉ DE LA POLITIQUE GÉNÉRALE DE PRISE EN COMPTE DES CRITÈRES ESG DANS LA STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT

Concernant les instruments a) et b), les emprunteurs sont sélectionnés directement par Cartesia. Toutefois, les instruments – qui ne confèrent aucun droit de vote – ne permettent pas d'influencer la gestion des emprunteurs, ni d'obtenir des engagements ou même des informations relatives aux critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de qualité de Gouvernance). Dans la plupart des cas, les émetteurs ne sont pas cotés en bourse et ne communiquent pas sur les critères ESG. Néanmoins, en attendant que des ratings ESG objectifs soient mis en place pour les émetteurs, Cartesia prend l'initiative de ne pas investir dans des titres ou la dette émis par des sociétés réalisant une certaine part de leur chiffre d'affaires dans secteurs suivants : armement, pornographie, jeu ou tabac, énergies fossiles.

Concernant les instruments c) et d), les émetteurs des titres ou créances détenus par les véhicules de titrisation ne sont pas sélectionnés par Cartesia, mais par un originateur tiers (par exemple une banque ou un CLO manager), pour lequel il n'existe aucune obligation contractuelle d'effectuer un reporting



ESG sur le portefeuille titrisé. Compte tenu de la granularité (nombre élevé de débiteurs cédés) de ces opérations, et parfois de la nature des débiteurs (dans le cas de personnes physiques par exemple), il serait à ce jour trop complexe à évaluer dans la pratique. Toutefois, depuis 2018, des CLO managers européens, (Permira, NIBC, etc.), commencent à s'engager sur des critères ESG dans la sélection des portefeuilles en s'interdisant notamment d'investir dans certains secteurs. Depuis, les initiatives ESG sont de plus en plus envisagées chez les CLO managers, avec l'application de critères plus vastes et plus précis. Des travaux d'harmonisation sont également en cours dans l'industrie de la titrisation européenne, afin de permettre aux investisseurs comme Cartesia d'implémenter une problématique des critères ESG et de leur suivi dans les instruments financiers qu'ils sélectionnent.

Le risque de durabilité est défini à l'article 2 du règlement SFDR comme un risque lié à un évènement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement. Néanmoins, et conformément à l'article 6 du règlement SFDR, les risques de durabilité ne sont pas pris en compte dans le processus de gestion des risques de Cartesia car ils ne sont pas considérés comme un élément clé des objectifs et de la stratégie d'investissement de chaque portefeuille.

En outre, Cartesia ne peut aujourd'hui prendre en compte les impacts défavorables que des décisions d'investissement pourraient entraîner sur les facteurs de durabilité, car les données pertinentes requises pour déterminer et pondérer des impacts défavorables sur la durabilité ne sont pas encore disponibles sur le marché dans une mesure suffisante ni dans la qualité requise.

La politique ESG de Cartesia se limite donc à ce jour à des initiatives et des engagements relatifs à la gestion de la société. Ces engagements, qui seront régulièrement communiqués aux salariés de Cartesia, pourront évoluer avec le temps, toujours dans le sens de l'amélioration.

Ils s'articulent autour des trois thèmes suivants :

1. Une démarche engagée en matière de préservation de l'environnement

Bien que la nature de son activité limite son impact direct sur l'environnement, Cartesia attache une grande importance aux enjeux environnementaux. À ce titre, elle a sensibilisé ses salariés et mis en place plusieurs initiatives en matière de protection de l'environnement :

- Adopter un comportement et des procédures en faveur d'une utilisation durable des ressources : utiliser des matériaux recyclables autant que possible, réduire les volumes d'impression, limiter la consommation d'électricité, recycler le papier, le plastique, et les consommables des équipements bureautiques
- Réduire la pollution et privilégier une mobilité plus durable : encourager les transports en commun et l'utilisation de moyens de transports moins polluants (bicyclettes ou trottinettes, éventuellement électriques). Ne pas fournir à l'avenir de véhicules de direction ou de collaborateurs qui soient polluants



2. Une gestion des ressources humaines responsable et la promotion de la qualité de vie au travail

La gestion des ressources humaines est un élément fondamental de la politique de RSE (responsabilité sociétale et environnementale). À cet égard, Cartesia vise à améliorer la qualité de vie au travail de ses collaborateurs par le biais de plusieurs canaux :

- Contenu du travail : autonomie, responsabilisation
- Santé au travail : organisation du temps de travail
- Employabilité et développement professionnel : opportunité de suivre des formations pour assurer une performance durable des collaborateurs ainsi que leur employabilité permanente
- Relation de travail et climat social : relations managériales, équité, justice organisationnelle
- Égalité des chances : équilibre vie privée-vie professionnelles, diversité et non-discrimination, égalité professionnelle. Flexibilité dans l'approche du télétravail

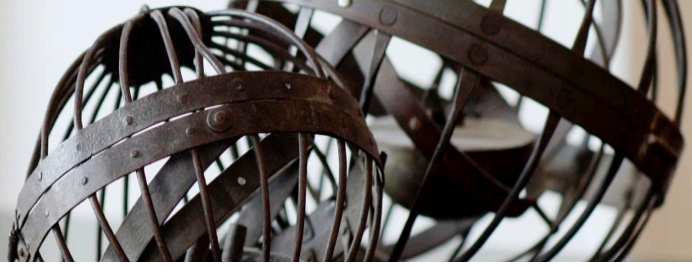
3. Une gouvernance saine

Fidèle à ses engagements en matière de gouvernance, Cartesia souhaite garantir le bon fonctionnement des processus opérationnels et préserver des actifs matériels et immatériels tels que l'image ou la réputation de la société. Cela passe notamment par :

- La conformité et le contrôle : contrôles permanents et périodiques des procédures visant à assurer la bonne maîtrise de toutes les activités de la société
- La conception rigoureuse de la déontologie professionnelle : Cartesia possède un Code de déontologie et des procédures de lutte contre la fraude et le blanchiment

II . LES CRITÈRES ESG DANS LA SÉLECTION DES INVESTISSEMENTS

Compte tenu de l'orientation de gestion, il est néanmoins toujours impossible pour Cartesia d'appliquer de façon systématique des critères ESG dans le choix de ses investissements, ou d'effectuer tout type de reporting ESG (empreinte carbone, émission de gaz, etc.) sur les portefeuilles gérés. Cartesia étudie actuellement la possibilité de mettre en place de manière plus récurrentes des critères ESG au sein de sa sélection. L'entrée en vigueur des différentes réglementations liées à la finance durable, ainsi que des travaux de place dans l'univers européen de la titrisation, devraient à l'avenir permettre à Cartesia une sélection d'investissements allant dans le sens des critères ESG, et de récupérer des données fiables émises par les émetteurs ou producteurs de produits financiers.



III. EN 2021, CARTESIA NE GÉRAIT AUCUN FONDS « ARTICLE 8 » OU « ARTICLE 9 » AU SENS DU RÈGLEMENT *DISCLOSURE*.

IV. DEPUIS SA CRÉATION, CARTESIA EST ADHÉRENTE DE L'AFG, ELLE ENVISAGE ET ÉTUDIE AUJOURD'HUI L'ADHÉSION À D'AUTRES INITIATIVES DE PLACE CONCERNANT LES CRITÈRES ESG.